

un site internet	page 1
animé par une équipe	page 4
en 21 chapitres	page 10

Qui sommes-nous et quels sont nos objectifs ?

Les membres de Contrat-social se connaissent de longue date; exerçant ou ayant exercé des responsabilités dans l'administration, des entreprises et des associations sans militer dans une formation politique ou école de pensée constituée, ils considèrent que le « contrat social » qui lie les Français entre eux a vieilli et mérite d'être rénové. C'est dans ce but qu'ils conduisent des recherches sur les principaux aspects de notre société; disponibles sur leur site internet www.contrat-social.com ils ont donné lieu à des articles dans la presse; les membres de Contrat-social assistent des groupes d'étudiants qui mènent plus avant certaines des recherches entreprises. Le site ayant été complété, Contrat-social va chercher à intervenir plus directement dans les débats publics.

Les membres du groupe Contrat social,
dont les noms et adresses e-mail
suivent se tiennent prêts à engager
le dialogue sur tel ou tel point du projet
qui a attiré votre attention.

Jean-Claude Angoulvant	jean-claude.angoulvant@contrat-social.com	Étienne Krieger	etienne.krieger@contrat-social.com
Robert Audoussert	robert.audoussert@contrat-social.com	Jacques Lefèvre	jacques.lefevre@contrat-social.com
Pascal Bouchard	pascal.bouchard@contrat-social.com	Pierre Léonard	pierre.leonard@contrat-social.com
Didier Bressard	didier.bressard@contrat-social.com	Daniel Louppe	daniel.louppe@contrat-social.com
Pierre Cabon	pierre.cabon@contrat-social.com	Francis Massé	francis.masse@contrat-social.com
Olivier Cabon	olivier.cabon@contrat-social.com	Isabelle Moures	isabelle.moures@contrat-social.com
Marie José Cocquyt	marie-jose.cocquyt@contrat-social.com	Robert Myard	robert.myard@contrat-social.com
Michèle Colin	michele.colin@contrat-social.com	Jean-Jacques Perquel	jean-jacques.perquel@contrat-social.com
Jean-Marc Daniel	jean-marc.daniel@contrat-social.com	Gilles Brac de La Perrière	gille.brac-de-la-perriere@contrat-social.com
Vincent Déluard	vincent.deluard@contrat-social.com	Alain Raab	alain.raab@contrat-social.com
François Eck	francois.eck@contrat-social.com	Claude Vimont	claud.vimont@contrat-social.com
Peter Freeman	peter.freeman@contrat-social.com	Alain de Vulpian	alain.de-vulpian@contrat-social.com
Hugues de Jouvenel	hugues.de-jouvenel@contrat-social.com	Yves Wilmots	yves.wilmots@contrat-social.com

Notre démarche

Mieux qu'un livre, au caractère assez définitif, le site internet, avec les prolongements interactifs que nous prévoyons, correspond au processus d'itération qui nous paraît souhaitable. Contrat-social désire, par sa démarche, favoriser les travaux des visiteurs de son site principal ou des sites interactifs à créer. Tendre à constituer un cercle de visiteurs : étudiants, chefs d'entreprise ou responsables politiques, administratifs, syndicaux et associatifs, tel est notre objectif.

Pour développer le tutorat d'élèves ou de groupes d'étudiants, Contrat-social compte trouver, avec des sponsors et des médias, des partenariats permettant à des élèves d'universités ou d'écoles de conduire des recherches présentées sur un site interactif. Ces opérations seront réalisées en un nombre limité d'établissements d'enseignement supérieur mais suffisant pour assurer la crédibilité de cette action.

Nos analyses

Pour les participants de l'association Contrat-social, la responsabilité des citoyens est une valeur cardinale. L'attribution d'aides sociales donne des résultats limités et la participation d'un nettement plus grand nombre de citoyens à la vie sociale leur semble indispensable pour que des jeunes ou des adultes soient accompagnés pendant les phases de leur existence où ils rencontrent des difficultés (jeunes d'âge scolaire, malades, handicapés, personnes à la recherche d'un emploi, personnes en main de justice). Il nous paraît donc souhaitable de convier les plus favorisés tout à la fois à participer à des missions de parrainage définies et contrôlées et à moins « tirer » sur la collectivité.

Bâtir une société de responsabilité implique de refonder cet État-providence qui n'est parvenu à résorber ni le chômage ni l'exclusion et peine à intégrer les immigrés ; l'économie de marché doit être franchement équilibrée par la solidarité et l'extrême individualisation du partage du profit refusée. Il s'agit, aussi, de donner aux femmes leur place dans la société.

La France, comme les États européens, a besoin de représentants élus qui soient innovants et donc d'une plus grande pluralité des voies d'accès au pouvoir, faute de quoi la société continuera à souffrir des blocages qui sont aujourd'hui les siens. Des gouvernants dont les parcours ont été trop homogènes ne savent guère ce qu'est la responsabilité (l'accountability) et sont, en outre, peu familiers de la gestion des ressources humaines. Le contraste est devenu grand entre un secteur public dont il est difficile de faire évoluer les pratiques et un secteur privé stressé par l'intense compétition internationale. Il faut donc mettre notre système de sélection et de formation des élites en question. Un système, cher à ceux que des concours ont adoubés, favorise-t-il la créativité et l'innovation ?

Contrat-social croit fermement qu'un État respecté est indispensable à une société civilisée comme au règne d'un état de droit équitable. Mais une transformation progressive du rôle et des méthodes de l'État est indispensable. Dans une organisation plus franchement européenne et décentralisée, il devrait orchestrer réflexions et débats, proposer des normes — élaborées après avoir consulté les acteurs concernés — les codifier de façon cohérente — à l'opposé du désordre législatif et réglementaire actuel — assurer leur respect en contrôlant les délégations de service public ou les agences. Chaque fois que cela paraîtra possible, l'expérimentation dans deux ou trois régions ou professions devrait précéder la mise en place au plan national de nouveaux dispositifs. Quant aux institutions comme les écoles, les tribunaux, les hôpitaux, devenues plus autonomes, elles seraient rendues davantage capables d'initiatives et d'expérimentations, leurs prestations étant systématiquement évaluées. Le rôle de leurs responsables serait souligné par les pouvoirs qui leur seraient donnés notamment dans le domaine de la gestion de leurs personnels.

Notre méthode

Au fil de ses études, Contrat-social a relevé la propension de nos concitoyens, habités par de fortes références historiques, à refuser de prendre en compte des faits patents. Mais nous croyons qu'en exploitant méthodiquement une information diversifiée et actualisée il est possible de déclencher des processus itératifs ; de formuler ces hypothèses, à la fois audacieuses par leur contenu et prudentes par leur formulation, qui inciteront à mener plus avant la recherche. Tel est le propos essentiel de Contrat-social.

Nos animateurs

Jean-Claude Angoulvant. Après quinze années chez IBM comme ingénieur commercial grands systèmes informatiques, il opère, depuis 1984, dans le monde de la protection sociale : cadre dirigeant du groupe Bayard Retraite et Prévoyance, il a ensuite fondé ARP Consultants ; il a également dirigé la publication de travaux pour le compte de l'observatoire des Retraites français ; il a ensuite dirigé les institutions de protection sociale des agents généraux d'assurance et prit une part active à la réforme des retraites des professions libérales. Depuis 2006, il effectue, en France comme à l'étranger, des missions de conseil dans le domaine de la réforme des retraites. Économiste de formation, il a été enseignant, est participant régulier à des activités de recherches et est membre du jury du prix de l'observatoire des Retraites

Robert Audousset. A fait un parcours bancaire en France et hors de France au sein d'une banque privée puis d'un grand établissement dans le domaine de la gestion d'actifs individuels puis collectifs (Sicav, fonds communs). Très actif au sein de plusieurs associations dont, chez plusieurs, en tant que président ou trésorier. A, notamment, été président de l'association des Contrôleurs judiciaires et médiateurs missionnée par le tribunal de grande instance de Paris.

Pascal Bouchard, agrégé de lettres, PhD, journaliste, lance un nouveau média pour l'éducation, ToutEduc, et un site www.touteduc.fr. Il voudrait modifier le rôle du journaliste, puisqu'il propose aux professionnels du secteur d'y exposer leurs pratiques : les informations viennent des lecteurs. Il se propose aussi d'unifier un secteur très éclaté entre scolaire, périscolaire, éducation sous main de justice, accès des jeunes à la culture, orientation...

Didier Bressard. Ingénieur civil des Mines de Paris et MBA de Stanford, il a été analyste financier dans un bureau d'études bancaire puis a occupé divers postes financiers chez Renault dont, pendant deux ans, celui de représentant de la direction financière de la firme à New York. Il est, depuis 1990, directeur financier de Ionis, un des principaux groupes de protection sociale français.

Pierre Cabon. Directeur général de la Banque Industrielle et Mobilière Privée (jusqu'en 1976). Fondateur et président de Dafsa (1959-1987), cofondateur de l'association des Analystes financiers. Contrôleur judiciaire au tribunal de grande instance de Paris (1987-2000). Vice-président de l'association des Contrôleurs et médiateurs près de ce tribunal. Coéditeur, avec Daniel Hua, de la lettre d'information *Repères* (1990-1993).

Olivier Cabon. Après des études d'égyptologie et de photographie, a travaillé au centre national de la Photographie, au Palais de Tokyo, puis à la direction de la Communication de la cité des Sciences et de l'Industrie. Après avoir assuré la direction du studio graphique et de l'informatique d'un groupe de presse, il a, en 1991, fondé Thotm (communication) et, en 2001, les éditions Soleb.

Marie José Cocquyt, Belge, a accompli toute sa carrière dans le développement des annuaires industriels Kompass qui utilisent une nomenclature commune et sont publiés dans 70 pays. Elle a d'abord dirigé les Kompass belge et luxembourgeois puis des Pays-Bas. La société française Dafsa ayant pris le contrôle de ces entités, elle a dirigé le Kompass français puis son homologue espagnol. En 1994 elle a participé à l'acquisition et à la modernisation de Kompass international et en a été PDG jusqu'en 2006. Marie José Cocquyt est désormais bénévole au sein d'associations et participe au travail de Reprolac, « business angel ».

Michèle Colin. A été en poste pendant sept ans à la direction de l'Administration pénitentiaire au ministère de la Justice. Coauteur du rapport du Haut comité de la santé publique sur la santé en prison. A présidé le tribunal pour enfants du Val-d'Oise. Doyen des juges d'instruction au tribunal de grande instance de Paris en 2002, elle est aujourd'hui conseiller à la cour d'appel de Paris.

Jean-Marc Daniel. Diplômé de l'école Polytechnique et de l'ENSAE. Il a exercé des responsabilités dans l'administration active à l'INSEE, à la direction du Budget, au ministère des Affaires étrangères, dans les cabinets des ministres de la Culture et des Affaires étrangères. Il a également exercé des fonctions d'économiste et d'enseignant à l'OFCE, à ESCP-EAP, à l'école des Mines, à Paris X et à l'Ensa. Il est chroniqueur au journal *Le Monde* et directeur de la revue *Sociétal*. Il est membre du conseil d'administration de la société d'Économie politique et du comité Jean-Fourastié.

François Eck. A exercé l'essentiel de ses activités professionnelles à la chambre de commerce et d'industrie de Paris dont il a été le directeur financier pendant une quinzaine d'années. Enseignant à Sciences Po et à Paris I, il a publié un ouvrage sur le Trésor et un *Que sais-je* sur la direction du Trésor. Il est membre du conseil d'administration des Semaines sociales de France.

Peter Wilfred Freeman, Diplômé de la London School of Economics. Quarante ans d'activités dans la Cité de Londres, où il a été associé puis associé gérant d'une firme d'agents de change. Il a été l'un des fondateurs de l'association d'Analystes financiers britanniques puis de la fédération européenne des Sociétés d'analystes financiers. Il a donné ses points de vue sur la City et sur la déontologie dans le *Financial Times* et le *Figaro*. Il a participé aux travaux de la commission Pérouse visant une modernisation de la place financière de Paris.

Hugues de Jouvenel. Après des études de droit et de criminologie, Hugues de Jouvenel a été secrétaire général de la Sedeis, puis expert associé aux Nations Unies (New York). Il est, depuis 1973, directeur général du groupe Futuribles, directeur-rédacteur en chef de la revue Futuribles (qu'il a créée en 1975),

consultant international en prospective et stratégie auprès de différentes organisations publiques et privées en France et à l'étranger.

Etienne Krieger, diplômé d'HEC et docteur ès sciences de gestion à l'université Paris-Dauphine, est cofondateur et vice-président de Naviols (cartographie multimédia), cogérant de SeleXel (biotechnologies) et associé de la société Planext (conseil en stratégies d'Innovation). Professeur affilié au groupe HEC, fondateur et ancien directeur de l'institut HEC Start-up, il anime des programmes de formation et d'accompagnement de créateurs d'entreprises et de dirigeants de PME. Il est président du Club Challenge +, association regroupant une centaine de dirigeants d'entreprises innovantes. Il est par ailleurs cofondateur, administrateur ou conseiller de plusieurs entreprises technologiques, notamment de Xiring et de Vega Vista, entreprise californienne développant des systèmes de navigation sur téléphones mobiles.

Jacques Lefèvre. Sciences Po, ÉNA, inspecteur des Finances. Datar et cabinet du ministre. À partir de 1974, diverses fonctions chez Lafarge et, finalement, celle de vice-président directeur général. En cours de carrière différents mandats d'administrateurs de sociétés dans et hors du groupe Lafarge en France et hors de France (États-Unis, Canada, Portugal, Espagne, Maroc, Suisse notamment). Président du conseil de surveillance de Fives (anciennement Fives Lille).

Pierre Léonard. Éna, administrateur civil, a opté, dans l'administration, pour la marine marchande. Directeur de ce secteur au ministère. Président de l'académie de Marine. A été à l'origine d'un enseignement de 3^e cycle sur le transport international (Sorbonne). Administrateur de l'hôpital Saint-Joseph (Paris).

Daniel Louppe. Expert en marketing international dans les secteurs de la micro-électronique et des technologies de l'information. Participe à la direction de société de services informatiques. De 1981 à 1988 a été en charge de la direction de la filiale française d'Intel. De 1988 à 2001, a successivement été directeur du marketing et de la planification en Europe, aux États-Unis et en Asie ; a supervisé les investissements d'Intel dans les nouvelles technologies de communication pour l'ensemble Europe, Afrique et Moyen-Orient.

Francis Massé. Éna et maîtrise de droit public, directeur, secrétaire général de l'aviation civile (DGAC). A été directeur général délégué de Radio France Internationale (RFI) et directeur général adjoint au ministère de l'Écologie et du Développement durable. A été conseiller technique au cabinet de Michel Delebarre. Est membre fondateur de l'association Le Cercle de la réforme de l'État, présidée par Yves Cannac. Auteur d'un livre sur *La réforme de l'État, Le silence politique*, Ouest-éditions, juin 2000 et d'un autre, *Le Citoyen, clé de l'Europe*, Ouest-éditions, juin 2000, sur l'État face à l'Europe et à la globalisation.

Robert Myard. Directeur général honoraire de la Caisse centrale des Banques populaires. Administrateur de la Mondiale et d'autres sociétés. Vice-président d'honneur de l'association française des Docteurs en droit.

Jean-Jacques Perquel. HEC, DES sciences économiques, CPA; en 1970 agent de change. Président de GPK de 1974 à 1988 et vice-président jusqu'en 1996. Administrateur du centre des Professions financières, depuis 2007. Président de l'académie de Comptabilité et, depuis 2009, de Lotharconseil, EURL spécialisée dans le conseil en matière de conjoncture.

Gilles Brac de La Perrière. Éna, inspecteur des Finances (1952-1959), directeur financier au Plan (1959-1967), directeur financier de Rhône-Poulenc (1967-1974), président de la Société Lyonnaise de Banque (1974-1982), fondateur de Siparex et de Sofaris. Président de la BPGF (1983-1987) et du groupe de déontologie des activités financières de la Cob (1987-1988), membre du collège de la Cob (1988-1991). Président du comité stratégique de Siparex. Administrateur et trésorier de l'École des Parents. A présidé le comité d'éthique financière des Dirigeants chrétiens.

Alain Raab. Commerçant : notamment chez Rémy Martin (secrétaire général et directeur financier de 1967 à 1977), à la SFP (groupe ex-ORTF ; directeur général adjoint 1979-1981), au groupe Agefi (directeur général adjoint 1981-1983), au Maine Libre (1983-1988 : président-directeur général), à Point à la Ligne (actionnaire et président-directeur général : 1988-1998). Vice-président du conseil d'administration du collège Stanislas (2001).

Claude Vimont. A été directeur général des services administratifs du Conseil économique et social, président du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) au ministère de l'Éducation nationale, directeur de l'Onisep de ce même ministère. Dirige la firme de conseil « Conseil Emploi formation ». A été responsable de plusieurs rapports de l'institut Montaigne. A publié en 1997 *Concurrence internationale et balance en emplois* et, en 2001, *Le nouveau troisième âge*.

Alain de Vulpian. Sociologue et consultant, il a développé une méthode et des outils de recherche que de nombreuses entreprises internationales et les pouvoirs publics de plusieurs pays ont utilisés pour nourrir leurs visions d'avenir et leurs ajustements stratégiques. Cofondateur de la Cofremca qui, en s'internationalisant, est devenue Sociovision. Il a enseigné notamment à Sciences Po et à HEC. Il fut un des animateurs du club Jean-Moulin, de L'Ami public, du club des Vigilants. Il est vice-président de SoL France (Society for Organizational Learning). Parmi ses œuvres figure le très passionnant livre *À l'écoute des gens ordinaires. Comment ils transforment le monde* (Dunod 2003) dont Contrat-social a diffusé des extraits (qui restent disponibles).

Yves Wilmots. Assistant à l'université de Liège, chargé de l'enseignement de l'analyse financière jusqu'en 1979. Directeur général de Dafsa 1976-1988. Président de Kompass France, Benelux et Espagne jusqu'en 1991. Administrateur-directeur général de Kompass International 1994-2005. Président du conseil de surveillance du groupe informatique Citra jusqu'en 2006.

- 01 présentation du site
- 02 plan
- 03 animateurs

- 1^{er} volet le système français et ses blocages**
- 10 le système français et ses blocages
- 11 le système français
- 12 un secteur public mal géré
- 13 une nouvelle noblesse

- 2^e volet les révolutions du monde**
- 20 les révolutions
- 21 innovations technologiques et évolutions
- 22 l'entreprise capitaliste
- 23 au-delà de l'État-nation
- 24 recherche et enseignement supérieur
- 25 notre contrat social doit être rénové

- 3^e volet les insuffisances de l'État-providence**
- 30 les insuffisances de l'État-providence
- 31 un système d'éducation inadapté
- 32 réduire le chômage ou développer l'emploi?
- 33 des régimes de retraite en difficulté
- 34 santé providence ou santé publique?
- 35 justice et sécurité
- 36 une société affaiblie

- 4^e volet un agenda pour des réformes**
- 40 des pistes pour l'avenir
- 41 propositions pour un nouveau contrat social
- 42 l'État rénové
- 43 la politique, à nouveau, en mouvement?